

Le chômage explose, les profits vont bien !

Plus de 90 000 chômeurs de plus au mois de janvier, chiffre jamais atteint en un mois. Ce chiffre intervient après un mois de décembre qui a vu près de 46 000 chômeurs supplémentaires et 64 000 au mois de novembre. Cela n'a pas l'air d'émouvoir particulièrement le secrétaire d'Etat à l'Emploi, Laurent Wauquiez, qui déclare tranquillement que les chiffres du chômage vont s'envoler pendant quelques mois. De plus, le personnel de la nouvelle entité *Pôle Emploi* va voir ses conditions de travail dégradées, faute d'augmentation des moyens pour remplir sa mission de service public.

Face à la récession qui s'installe, les entreprises licencient à tour de bras pour maintenir leur taux de profit et continuer à verser des dividendes juteux à leurs actionnaires. Ainsi les entreprises du CAC 40 ont versé 54 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2008. Le gouvernement se contente d'accompagner cette situation par des mesurètes et attend des miracles d'un plan de relance qui ne relancera rien, car il combine des cadeaux sans contrepartie au patronat et une erreur de diagnostic sur la nature de la crise.

Pour l'Union syndicale Solidaires, ce n'est pas aux salariés de payer une crise dont il ne sont absolument pas responsables. Des mesures d'urgence doivent être prises visant à protéger toutes celles et tous ceux qui subissent la crise de plein fouet : interdire les licenciements dans les entreprises qui font des profits et indemniser à 100 % le chômage partiel ; instaurer un statut du salarié, financé par une nouvelle cotisation sociale patronale, qui garantisse la continuité de la rémunération ; encadrer les loyers et interdire les expulsions de logements ; augmenter le SMIC et les minima sociaux à 1 500 euros ; augmenter les salaires de 300 euros ; assurer effectivement l'accès aux soins pour toutes et tous ; arrêter toutes les suppressions d'emplois dans la fonction publique.

Au-delà, s'attaquer à la crise suppose une remise en question radicale de la logique du profit imposée par le capitalisme. Il faut mettre en oeuvre une autre dynamique économique et sociale basée sur la satisfaction des besoins sociaux, la réduction des inégalités et la mise en oeuvre des impératifs écologiques. C'est par les mobilisations qu'elle sera imposée. C'est pourquoi l'Union syndicale Solidaires appelle, avec toutes les organisations syndicales, à une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 19 mars.

Le 26 février 2009